

« Il faut faire jouer un tout autre rôle à la Banque centrale européenne »

Denis Durand, économiste communiste, évoque les pistes d'une autre coopération monétaire européenne pour sortir de la crise.

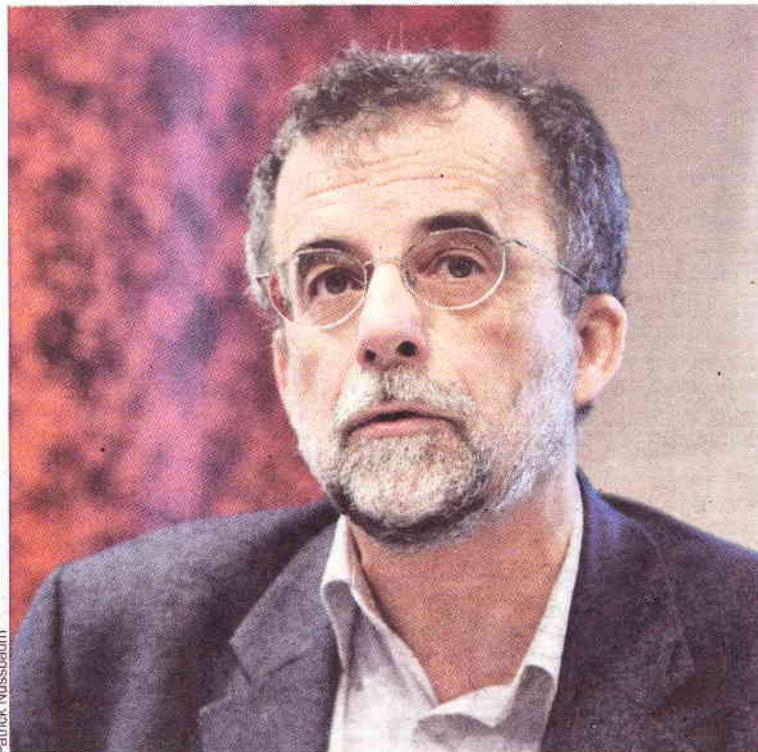
ENTRETIEN

Pourquoi la Fed et la BCE ont-elles été conduites à acheter des titres de dette publique ?

DENIS DURAND. Avant d'être président de la Fed, la banque centrale des États-Unis, Ben Bernanke avait expliqué que pour combattre un risque de déflation (1) et inciter les gens à dépenser, les banques centrales peuvent toujours créer de la monnaie. C'est ce qu'elles font lorsqu'elles achètent des obligations d'État sur le marché. La Fed le fait depuis longtemps et, avec la crise, elle a énormément augmenté ces opérations. La BCE s'y est longtemps refusée mais elle y a été contrainte pour décourager les attaques spéculatives contre la Grèce.

Quels effets ont ces achats ? Proposez-vous d'amplifier et de pérenniser la démarche ou de faire autre chose ?

DENIS DURAND. Dans l'immédiat,



Patrick Nussbaum

récentement par *l'Humanité* pour un fonds de développement social européen qui se financerait par création monétaire, en émettant des titres qui seraient aussitôt achetés par la BCE, est un bon exemple de ce que l'on pourrait faire. La campagne que le Parti de la gauche européenne vient de décider à son congrès va dans le même sens.

Ne faut-il pas venir en aide aux banques menacées ?

DENIS DURAND. Les banques jouent un rôle crucial puisque ce sont elles qui, par le crédit, mettent en circulation l'essentiel de l'argent qui sert aux échanges et au financement des investissements. La financiarisation de l'économie a fait régresser leur mission essentielle (financer l'emploi et la croissance réelle) au profit de prises de risque énormes. Les krachs et les récessions qui en résultent rendent une partie de leurs débiteurs incapables de les rembourser : c'est cela qui rend les banques fragiles. Rétablir leur situation exige donc, d'un même mouvement,

Paris dans le flou et la posture

Avant le Conseil européen, le gouvernement a présenté les mécanismes de sortie de crise.

D'abord, un aveu. Celui de Laurent Wauquiez, fraîchement nommé ministre des Affaires européennes, qui ouvrait, hier à l'Assemblée nationale, le débat préalable au Conseil européen des 16 et 17 décembre prochains. « *Il y a un an et demi, l'euro n'avait aucun mécanisme de gestion de crise.* » De fait, si à elle seule la construction communautaire ne pouvait constituer un remède miracle, les contours du fonds de soutien, présentés par Laurent Wauquiez, restent tout aussi imprécis. Le ministre a de nouveau évoqué la « *participation du secteur privé* » en cas d'insolvabilité d'un État membre. Sans pour autant en préciser les modalités. Cette possibilité, envisagée à la suite de l'accord franco-allemand de Deauville en octobre dernier, avait contribué à affoler les marchés.

Autre posture adoptée par Laurent Wauquiez, celle qui

DENIS DURAND. Dans l'immédiat, le but de ces achats est de soutenir le cours des titres d'État (ce qui revient à limiter la hausse des taux d'intérêt payés par ces États). Ils ne visent donc qu'à répondre aux exigences des marchés. Ils ne sont pas assortis de critères qui gageraient la monnaie ainsi créée sur la création de richesses réelles. Beaucoup de monnaie est créée, une masse d'argent fébrilement à la recherche de la rentabilité maximale, ce qui engendre des bulles spéculatives de plus en plus dangereuses. Dans le même temps, l'argent manque pour les investissements qui seraient nécessaires pour sécuriser l'emploi, développer

la formation et la recherche, protéger l'environnement. On a donc à la fois une inflation financière persistante et, dans les pays industrialisés, chômage, précarité et risque de déflation. Il ne faut pas continuer dans cette voie mais réorienter sélectivement les crédits et l'action des banques centrales vers des financements répondant à des critères précis d'efficacité économique et sociale.

Comment appréciez-vous les dispositifs de stabilisation financière mis en place dans la zone euro en faveur des pays en difficulté ?

DENIS DURAND. A chaque fois, le but essentiel est de protéger

les créanciers contre un risque de non-remboursement de la dette par les pays attaqués. Les États les mieux notés par les agences de notation sont appelés à emprunter sur les marchés financiers à leur place. Résultat : c'est toute l'Europe qui s'enfoncé dans la dépendance vis-à-vis des marchés financiers. Pour s'arracher à leurs griffes, les banques centrales pourraient financer directement, à des taux très faibles, voire négatifs, des investissements publics obéissant à des critères sociaux précisément ciblés, sur la base de nouveaux pouvoirs d'intervention des citoyens. La pétition lancée

d'un même mouvement, de les détourner du financement des opérations financières et de réorienter, au contraire, le crédit vers les investissements favorables à l'emploi et à la croissance réelle. Réorienter le crédit, c'est donc une condition indispensable, stratégique à toute sortie de la crise. Sans cela, il n'y aura pas de transformation des gestions d'entreprise, et sans nouveaux critères de gestion, il ne sera pas possible de changer la création et la répartition des richesses.

**ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
PIERRE IVORRA**

(1) Situation où la baisse de la croissance et celle des prix se nourrissent l'une l'autre.

Laurent Wauquiez, celle qui consiste à accréditer l'idée que la droite travaillerait à « *repenser la libre concurrence* » : « *Quand l'Europe ouvre 80 % de ses marchés publics à la concurrence et que la Chine ou le Brésil en ouvrent 0 %, la priorité est de défendre nos emplois.* » Enfin, le ministre des Affaires européennes a repris le refrain de l'austérité : « *C'est la fin des registres type listes du Père Noël. L'Europe nous amène à un devoir de responsabilité politique dans la gestion des deniers publics.* » Une conclusion en forme de piqure de rappel. Ou de tour de vis.

LINA SANKARI

Sortir de l'euro serait une fausse bonne solution

Des dirigeants allemands aimeraient exclure les pays du Sud. Mieux vaut transformer la monnaie européenne plutôt que l'abandonner.

« **L**es dirigeants européens (...) ont commis l'énorme erreur d'accueillir n'importe qui » dans la zone euro et probablement, dans les vingt prochaines années, on verra émerger « *un noyau dur au sein de l'Union* », comprenant « *les Français, les Allemands, les Néerlandais (pour ce qui est des Italiens, j'ai quelques doutes)* ». Ces fortes paroles sont celles d'Helmut Schmidt, dans une interview publiée par *le Monde* daté de mercredi dernier. L'ex-chancelier social-démocrate allemand met ainsi à la porte de la zone euro, en plus de l'Italie, rien de moins que la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne... Il exprime ainsi tout haut ce que pense tout bas une partie des dirigeants allemands de la CDU-CSU ou du SPD.

Sortir de l'euro, non, merci, cela ferait donc trop plaisir à certains. Reste que cette tentative, que l'on retrouve, évidemment pour des

raisons opposées, chez des progressistes, s'appuie sur une réalité : la zone euro, telle qu'elle a été conçue, est un échec. Imposer à des pays aussi différents que l'Allemagne et la Grèce, par exemple, une politique monétaire unique ne pouvait que conduire dans le mur. Cela justifie d'ailleurs les critiques émises par les communistes, notamment, qui étaient favorables à un système articulant une monnaie commune avec des devises nationales maintenues.

Il n'est pas souhaitable aujourd'hui de revenir en arrière. La sortie de la Grèce, de l'Irlande ou de l'Espagne affaiblirait le reste de la zone (celle de la France signifierait la fin de l'euro) sans pour autant permettre aux uns et aux autres d'échapper à l'emprise des marchés financiers. En récupérant leur monnaie nationale, ces pays devraient procéder à des dévaluations aux effets tout aussi dévastateurs

que les plans d'austérité en cours. Mieux vaut transformer l'euro.

L'affirmation revient à se demander comment avec une monnaie unique engager une politique monétaire diversifiée permettant de prendre en compte les inégalités de déve-

**Une monnaie européenne
de coopération plutôt
que de concurrence.**

loppement, afin que les retards puissent être rattrapés et que tout le monde progresse. Cela suppose de transformer profondément le rôle de la Banque centrale européenne. Cela de deux façons. Elle pourrait d'une part conduire une politique du crédit sélective et d'autre part, par l'achat de titres de dette publique, soutenir le développement des services publics grâce à

son pouvoir de créer de la monnaie (voir ci-dessus l'entretien avec Denis Durand). Une telle création monétaire pour le développement est évidemment plus facile dans un espace étendu comme l'Union européenne que dans un seul pays. La BCE s'appuierait sur les excédents des uns pour contribuer au rattrapage des autres.

Transformer ainsi l'euro plutôt que l'abandonner, c'est en outre se donner un outil pour commencer à mettre en cause la dictature mondiale du dollar au service des marchés financiers. Une monnaie européenne de coopération plutôt que de concurrence aiderait à nouer de nouvelles relations avec les pays émergents et en développement et contribuerait à construire un système monétaire international émancipé du dollar, avec une véritable monnaie commune mondiale au service du progrès social.

P. I.